

Edito

Pour une économie de services solidaires

L'économie mondiale globalisée devient de plus en plus une économie de services. Par ailleurs, dans les pays dits développés les classes moyennes ont tendance à diminuer et il y a proportionnellement davantage de riches et davantage de pauvres. C'est le phénomène de la «société en sablier» (cf. Alain Lipietz). Ainsi une population riche est devenue consommatrice de services, le domaine par excellence, dans lequel l'économie solidaire (ES) s'est beaucoup développée.

On pourrait s'en réjouir, mais ce serait oublier que les finalités premières de l'ES est de répondre aux besoins des populations et notamment des plus démunis, de renforcer le lien social et la démocratie locale. Quand les entreprises marchandes se positionnent pour offrir des services là où il y a une demande solvable, l'économie solidaire se préoccupe de l'accès aux services par le plus grand nombre. C'est bien le type de développement que nous voulons qui est jeu: une société solidaire qui partage le travail et organise la solidarité ou une société où seule la performance économique compte et le danger d'aller vers une société de riches avec des serveurs (André Gorz) n'est pas loin.

C'est pourquoi les enjeux autour la directive services de l'Union Européenne, qui doit maintenant être transposée dans les législations nationales, sont très importants: les différents types de services ne sont pas tous équivalents sur le plan des valeurs démocratiques (Jean-Louis Laville).

Eric LAVILLUNIERE

«Bruxelles 2007 – Une autre économie existe: les innovations de l'économie sociale et solidaire»

Pour promouvoir l'économie sociale et solidaire les acteurs de plusieurs continents se sont dotés d'un outil commun, le Réseau Intercontinental de Promotion de l'économie Sociale et Solidaire – RIPESS (cf. www.ripess.net). Le RIPESS est né suite à diverses rencontres internationales. La première rencontre eut lieu à Lima (Pérou) en 1997, la seconde à Québec en octobre 2001 et la troisième et dernière en date s'est clôturée à Dakar fin novembre 2005. Les principales missions de ce réseau consistent à organiser des rencontres internationales et à développer un réseautage entre acteurs de l'ESS au nord et au sud (réseau intra et intercontinentaux).

La 4ème devait avoir lieu en Belgique à Bruxelles en avril 2007, mais sera finalement remplacée par un événement de type académique pour préparer la prochaine rencontre en 2009 (lieu non encore choisi).

Affaire à suivre ...

A vos agendas:

«Comment voulons-nous produire et vivre? L'économie solidaire dans le capitalisme globalisé»

Cette rencontre allemande (avec participation internationale) de l'Économie Solidaire aura lieu à l'Université technique de Berlin du 24 au 26 novembre 2006 (cf. www.solidarische-oekonomie.de).

Interview Jacques Defourny

Centre d'Économie Sociale de l'Université de Liège et Président du Réseau européen de recherche EMES

Que représente EMES et quels sont ses objectifs?

Le Réseau européen EMES fédère une dizaine de centres universitaires de recherche et une douzaine de chercheurs individuels qui travaillent depuis le milieu des années 90 sur le concept d'entreprise sociale et ses expressions concrètes, d'où son nom dérivé du premier projet sur l'émergence des entreprises sociales. Ainsi, l'un de ses derniers travaux a permis d'identifier, dans 11 pays, plus de 40 formes d'entreprises sociales, rien que dans le champ de l'insertion par le travail. Mais EMES travaille aussi sur l'ensemble du «troisième secteur» en croisant les différentes approches liées aux cultures et réalités des différents pays de l'Union Européenne, bien au-delà des sensibilités «économie sociale» et «économie solidaire». Il promeut également le développement de formations académiques ou professionnelles dans ce champ.

Quels sont les enjeux en Europe concernant la reconnaissance des entreprises sociales et la création de statuts spécifiques pour elles?

Le développement des entreprises sociales peut le mieux être soutenu par des politiques nationales ou régionales. D'ailleurs, ces entreprises sont avant tout des entreprises locales qui répondent à des enjeux sociétaux dans des territoires précis. Au niveau européen, il importe surtout que la globalisation, qui réclame toutes sortes d'homogénéisations, n'empêche pas les pouvoirs publics de faire des choix en faveur de ce type d'entreprises qui combinent souvent des productions marchandes et des services à la collectivité non réductibles à des logiques de marché.

Au niveau des politiques européennes, il y a bien certains programmes qui encourage les entreprises sociales, mais en réduisant pratiquement celles-ci au domaine de la lutte contre l'exclusion, alors qu'elles ont un énorme potentiel dans les services aux personnes, le développement local, la culture, les loisirs, les activités liées à l'environnement et bien d'autres. En fait, l'entreprise sociale est avant tout une dynamique nouvelle qui traverse une grande partie du troisième secteur et qui s'exprime de multiples manières, sous des formes tantôt coopératives, tantôt associatives ou encore dans de nouveaux cadres légaux votés un peu partout en Europe pour ces entreprises à finalité sociale. Ce n'est donc nullement un ensemble séparé et encore moins concurrent des autres formes de l'économie sociale.

Pour nous, l'enjeu majeur de tout cela est avant tout la reconnaissance explicite d'une économie plurielle. Aujourd'hui, on vante surtout les mérites de l'entreprise privée cherchant le profit maximum dans un contexte de marché concurrentiel, stimulant pour les producteurs et avantageux pour les consommateurs. On conçoit certes quelques dérogations pour des services d'intérêt général et le secteur sans but lucratif est souvent censé réparer les dégâts du capitalisme ou combler les lacunes de l'action publique.

Mais pour notre part, nous croyons profondément, comme vous à INEES, qu'il existe en réalité plusieurs secteurs dans nos économies, mus par des logiques profondément différentes: un secteur privé de type capitaliste, un secteur public et un 3ème secteur, tous trois avec des finalités, des modes d'organisation et de types de financement différents.

En économie comme dans tant d'autres domaines, le pluralisme est fondamental. Or, nos systèmes capitalistes ne proposent comme seul pluralisme que la pluralité des produits dans les rayons des magasins et une concurrence entre une pluralité d'entreprises qui, soit dit en passant, s'érode rapidement avec tous les mouvements de concentration (fusions, acquisitions, etc.).

Petit Bilan après 6 mois d'activités

Lorsque nous avons lancé notre programme de travail renforcé en janvier 2006, nous partions un peu dans l'inconnu. Dans le souci de répondre aux acteurs de l'économie solidaire et de ne pas faire doublon avec d'autres réseaux ou initiatives nous avons consacré ces premiers mois à nous faire connaître, prendre connaissance des travaux menés par d'autres réseaux et poser quelques jalons pour des partenariats futurs.

C'est ainsi que nous avons tour à tour interviewé pour notre newsletter Jean-Louis Laville – Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique (LISE, CNRS-CNAM – France), Gilda Farrell et Samuel Thirion – DG Cohésion Sociale du Conseil de l'Europe et Plateforme européenne des initiatives éthiques et solidaires (U.E. – Strasbourg), Suzanne Elsen – Fachhochschule Munich (Allemagne) et Jacques Defourny – Centre d'Economie Sociale Université de Liège et Réseau Européen de chercheurs pour l'Emergence des Entreprises Sociales (U.E. – Belgique) et à venir des éclairages sur le tiers-secteur au Royaume-Uni, en Italie et sur les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC – France).

Ce tour d'horizon correspond également à notre volonté de pédagogie, cette newsletter étant également envoyé à un public de décideurs, professionnels du développement local ou sympathisants par forcément experts sur la connaissance des réseaux au niveau européen. Nous avons également une implication importante au niveau de notre territoire d'implantation, c'est-à-dire au Luxembourg. Cela revêt au moins un double sens: être connecté à une réalité sociale qui renvoie de l'information (partenariat avec le Réseau Objectif Plein Emploi) et nous pensons que le Grand Duché est un terrain d'expérimentation favorable qui peut jouer un rôle locomotive en Europe.

Nous avons également développé un partenariat avec un des principaux quotidiens du Luxembourg (le Tageblatt) dans lequel nous alimentons une rubrique bi-mensuelle sur l'économie solidaire (en allemand et français). Cela répond à notre préoccupation de mettre le débat de l'économie solidaire (ES) sur la place publique, et c'est dans le même esprit que nous avons participé au Ecosolies (manifestation populaire sur l'ES) à Nantes. Nous sommes volontairement restés légèrement en retrait sur la question de la mise en réseau et avons préféré faire un appel à manifestation d'intérêt pour constituer des groupes de travail sur différents chantiers.

Afin de ne pas multiplier les temps de réunion, nous avons choisi d'insérer nos travaux dans la dynamique de «Bruxelles 2007» et de lui donner un caractère international dans la mesure où nous avons beaucoup à apprendre du Brésil, du Canada ou du Sénégal par exemple. Ils ont par contre pris un peu de retard et ne démarreront qu'en octobre 2006. Voilà, nous espérons en tous cas vous intéresser et restons attentifs à toutes vos remarques et suggestions.

Les chantiers de travail ouverts

- la gestion des entreprises solidaires: les entreprises d'économie solidaire (ES) ont besoin d'outils de management appropriés à leur recherche de performances qui ne répondent ni à la logique du marché, ni à la logique des services publics
- les statuts des entreprises solidaires: avoir un cadre de travail adapté permet une meilleure opérationnalité d'intervention, ajouter une partie sociale aux statuts privés classiques n'est pas suffisant
- de nouveaux indicateurs de richesse: ou comment mieux prendre en compte la plus-value socio-économique apportée par l'ES au niveau local et construire des outils d'évaluation et d'aide à la décision aux autorités publiques
- rassembler la pensée économique alternative: l'économie solidaire doit renforcer son corpus théorique et mieux légitimer ses activités du point de vue scientifique.

Eric LAVILLUNIÈRE

Interview Jacques Defourny (suite)

N'y a-t-il pas un risque de confier au privé des régulations sociales au détriment de l'intérêt collectif? Qu'est ce que les entreprises sociales apportent à l'UE?

Si on regarde du seul point de vue statistique, l'emploi, qui est affiché comme une priorité européenne, croît beaucoup plus vite dans le champ privé à but non lucratif que dans le secteur privé capitaliste. Et même s'il y a souvent une participation publique dans le financement de ces emplois, ceux-ci s'appuient aussi sur d'autres types de ressources, dont certaines, comme le travail bénévole ou les dons, sont pratiquement hors de portée des autres acteurs économiques.

Par ailleurs les activités développées par le troisième secteur apportent une contribution importante au bien-être des populations et à l'ensemble de l'économie par tous les effets indirects qu'elles génèrent. Enfin, n'oublions pas que ces entreprises essaient de fonctionner avec des règles démocratiques qui intègrent souvent différentes parties prenantes, ce qui tend à mieux préserver l'intérêt collectif initial.

INEES a retenu une entrée en termes d'économie solidaire. Cette approche est-elle pertinente?

Pour saisir les réalités encore mal (re)connues du troisième secteur, plusieurs grandes approches se sont développées depuis plus de 20 ans: autour de la notion d'économie sociale, autour de l'approche «économie solidaire» ou encore à partir du concept de «non-profit sector». Malgré certaines divergences entre elles, je me refuse à les opposer, car je crois vraiment que chacune a ses atouts et ses faiblesses. Sur le plan scientifique d'ailleurs, elle se nourrit beaucoup l'une l'autre.

Quand il s'agit de susciter un mouvement, il est bien sûr légitime de se référer davantage à l'une ou l'autre approche, mais aucune n'a le monopole de la vertu. Quand on brandit les étendards de manière trop exclusive, au lieu d'unir les forces, on les oppose stérilement les unes aux autres. Et dans le grand public, dans les médias ou chez les décideurs publics, on crée surtout de la confusion, ... ce qui fournit le meilleur alibi pour ne rien faire, ou si peu. Ce qui compte, ce n'est pas qu'une approche ait le dessus pendant un temps, ce sont les tendances de fond qui s'inscrivent dans la durée. Comment pourrions-nous nier, pour notre propre champ, l'importance et la fécondité d'un pluralisme, scientifique et idéologique, que nous réclamons au niveau macro-économique?

Dans le monde scientifique en tout cas, au-delà de nos divergences, il y a un accord implicite au niveau international pour se référer à un vocable œcuménique: le «third sector» que chacun éclaire par les angles de vue qu'il souhaite privilégier.

Quels complémentarités, partenariats et quels types de relations peut-on imaginer entre EMES et INEES?

Le Réseau européen EMES offre avant tout un espace pour mener à bien des projets de recherche dans une logique partenariale, entre chercheurs de différents horizons et entre chercheurs et acteurs. A ce titre, on peut donc très bien envisager des collaborations avec INEES qui a l'avantage d'être bien connecté avec le monde germanique et d'offrir une porte vers l'Europe centrale et orientale.

Le Luxembourg est au carrefour de différentes cultures européennes et, vous l'aurez compris, ce qui nous importe le plus, c'est de contribuer à rassembler tout ce qui concourt à enrichir la conceptualisation et la reconnaissance du 3ème secteur.

*Ces propos ont été recueillis
par Eric LAVILLUNIÈRE et Romain BIEVER d'INEES.*